



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 9 janvier 2026

Nos réf. : SHM/MO/MT n° 26-6

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESKA

29 rue Pierre Marie Faché
52410 CHAMOUILLEY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 décembre 2025 dans l'établissement ESKA implanté 29 rue Pierre Marie Faché 52410 CHAMOUILLEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA
- 29 rue Pierre Marie Faché 52410 CHAMOUILLEY
- Code AIOT : 0005702276
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESKA, groupe DERICHEBOURG, est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement de déchets (métaux, véhicules hors d'usage, etc.) ainsi que de traitement de déchets (métaux) sur son site de CHAMOUILLEY.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 49	Sans objet
2	Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Article 11	Sans objet
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Article 5	Sans objet
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Article 6	Sans objet
5	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/02/2000, article Article 12.8.1	Sans objet
6	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/02/2000, article Article 12.8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés au cours de la visite ont permis de voir que l'exploitant a correctement mis en œuvre les dispositions réglementaires applicables à son site en matière de prévention des risques d'incendie suite aux dernières évolutions réglementaires intervenues dans son secteur d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 49
Thème(s) : Autre, Traçabilité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées quotidiennement sur la base des pesées réalisées à l'entrée du site. Les vérifications effectuées par sondage ont montré la concordance entre l'état des matières stockées et les quantités présentes sur le site le jour de la visite. L'état des matières stockées est accessible en permanence sur un logiciel interne du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Article 11
Thème(s) : Autre, Tri des DEEE contenant des batteries
Prescription contrôlée : [...] Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les batteries au lithium étaient interdites sur le site. Les DEEE susceptibles de contenir des batteries sont identifiés à l'entrée du site. Le site dispose de bacs « batribox » mis à disposition par l'éco-organisme afin d'y entreposer les batteries retirées des appareils. Ces bacs contiennent de la vermiculite afin notamment de protéger les batteries et d'empêcher la propagation d'un éventuel départ de feu. Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a constaté par sondage que les appareils présents ne contenaient pas de batteries et que les batteries entreposées ne présentaient pas de risque d'endommagement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;• le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;• le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;• le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;• les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;• les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son plan de défense contre l'incendie (PDI) dont la date de mise à jour est le 08 décembre 2025. Cette version intègre la récente extension du site.</p> <p>Les vérifications réalisées par sondage montrent que ce PDI contient les éléments requis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté une incohérence entre le schéma d'alerte en période ouvrée qui mentionne la présence d'un boudin obturateur et le plan de recensement des moyens qui mentionne une vanne de sectionnement. Ce point est à corriger.</p> <p>Le positionnement du nouveau poteau incendie indiqué sur le plan de recensement des moyens n'est pas en cohérence avec son implantation réelle et doit également être corrigé.</p> <p>Le plan des réseaux doit par ailleurs être complété avec l'extension du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. [...]</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1^{er} juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le personnel du site dispose de lignes téléphoniques professionnelles pour alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant réalise chaque année un exercice de défense contre l'incendie. Le dernier exercice réalisé le 15 mai 2025 a fait l'objet d'un compte rendu que l'inspection des installations classées a pu consulter.</p> <p>Des plans de prévention sont réalisés en cas d'intervention sur le site.</p> <p>Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une réserve de sable dotée d'une pelle sur le site. Le personnel est formé à l'utilisation des moyens de secours. La dernière formation a été réalisée en juin 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2000, article Article 12.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs à eau pulvérisées (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21A,• d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,• d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55B près des installations de liquides inflammables. <p>Ces extincteurs seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances à raison d'au moins un extincteur par tranche de 200 m² de superficie à protéger avec un minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôts, ... La distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser 20 m. En outre, tout poste de découpage au chalumeau et local présentant des risques particuliers d'incendie sera doté d'au moins un extincteur portatif.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les contrôles réalisés par sondage ont montré la présence d'extincteurs adaptés aux risques à défendre sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2000, article Article 12.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie est assurée au moyen d'un poteau incendie normalisé et fournissant un débit minimal de 60 m ³ /h situé à la jonction entre le site existant et l'extension projetée. Son emplacement est matérialisé sur le plan des réseaux du site maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours. Un second poteau incendie situé dans la rue Pierre Marie Faché, délivrant un débit minimal de 60 m ³ /h est également disponible.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence du nouveau poteau incendie sur le site. Le test de débit de ce poteau doit encore être réalisé, la commande pour cet essai a été engagée par l'exploitant. Deux poteaux incendie publics sont situés à proximité du site, rue Pierre Marie Faché. Leur dernier test de débit montre un débit supérieur à 60 m ³ /h. L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que son nouveau poteau incendie était alimenté par le même réseau que celui alimentant les poteaux publics, ce qui laisse penser que le nouveau poteau assurera également un débit suffisant compte tenu des débits mesurés sur les poteaux publics.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait mesurer le débit de son nouveau poteau incendie.
Type de suites proposées : Sans suite